

Newsletter Seqlense - Décrypter la réglementation pour les investisseurs

19 janvier 2026



Cette semaine, le marché a surtout réagi à ce qui **n'a pas encore été décidé**. Retards législatifs aux États-Unis, silences persistants de certains acteurs face à MiCA en Europe, montée en puissance des obligations fiscales : pris isolément, ces éléments peuvent sembler secondaires. Pris ensemble, ils émettent un signal faible que les investisseurs auraient tort d'ignorer.

Ce signal n'est ni une nouvelle règle ni une interdiction. C'est **l'installation durable de l'incertitude réglementaire comme facteur de marché**. Là où la technologie avançait plus vite que le droit, le mouvement s'inverse progressivement : ce sont désormais les choix (ou non-choix) des régulateurs qui influencent la liquidité, la structuration des acteurs et l'accès aux produits.

Pour les investisseurs particuliers, cela signifie que le risque ne se limite plus à la volatilité des prix, mais s'étend à la **pérennité des plateformes et des modèles économiques**. Pour les investisseurs professionnels, la conformité devient un critère de sélection aussi déterminant que la performance ou l'innovation.

Le signal faible à ne pas rater cette semaine est donc simple : **la régulation ne fait pas encore le marché, mais elle commence à décider qui pourra y rester**. Anticiper ces dynamiques, plutôt que de les subir, devient un avantage stratégique.

L'essentiel de la semaine

Crypto

✦ États-Unis - Projet de loi historique sur les crypto-actifs

Proposition de loi fédérale pour clarifier les règles du marché des crypto-actifs

Un texte bipartite visant à clarifier la réglementation des crypto-actifs a été introduit au Sénat américain. L'objectif est de déterminer si les tokens sont des titres financiers (« securities ») ou des matières premières (« commodities »), et de clarifier les responsabilités entre la SEC (Securities and Exchange Commission) et la CFTC (Commodity Futures Trading Commission). La CFTC se voit proposer la supervision des marchés spot cryptos, une demande forte du secteur. Cette mesure inclut également des règles relatives aux stablecoins et la limitation de certaines rémunérations, notamment les intérêts.

Impact attendu pour les investisseurs

Le principal enjeu pour les investisseurs est de clarifier le cadre juridique afin de réduire l'incertitude actuelle, d'attirer des investisseurs institutionnels et de favoriser l'émergence de produits réglementés (ETF, dérivés). L'approche proposée pourrait limiter certains modèles économiques de DeFi et de stablecoins, affectant potentiellement les rendements des plateformes centralisées ou décentralisées.

✦ États-Unis - Retard du CLARITY Act: Effets de court terme sur le marché

Retard et opposition de Coinbase

La discussion autour du CLARITY Act a été retardée par le comité bancaire du Sénat, après l'opposition publique du CEO de Coinbase à l'égard de l'impact du texte sur la DeFi, les stablecoins rémunérés et les actifs tokenisés. Cette hésitation politique souligne la difficulté à trouver un compromis entre la sécurité juridique et l'innovation.

Réaction des marchés

Suite au retard, les prix de certains crypto-actifs, comme Bitcoin et XRP, ont légèrement baissé, ce qui semble refléter l'incertitude législative.

Points d'attention

Le principal point d'attention semble porter sur la volatilité accrue en période d'incertitude réglementaire, d'où l'importance de suivre l'évolution politique du texte. Un compromis pourrait être source d'un rallye haussier, tandis qu'un échec prolongé pourrait freiner les flux institutionnels.

✦ France - Mise en conformité MiCA en vue: Point AMF France

Deadline de licence MiCA approchant

L'Autorité des Marchés Financiers (AMF) a récemment signalé que près d'un tiers des entreprises prestataires de services sur crypto-actifs opérant en France n'ont pas encore déclaré leurs intentions à l'approche de la date limite d'obtention de l'agrément sous MiCA (30 juin 2026). Le régulateur semble exercer une certaine pression pour éviter des fermetures ou des sorties ordonnées du marché.

Enjeux concrets

Le principal enjeu réside dans le risque opérationnel pour les prestataires non-conformes et l'interdiction d'opérer en Europe après juin 2026. Pour les investisseurs, les enjeux principaux concernent le renforcement de la sécurité juridique et une possible réduction du nombre d'acteurs non réglementés sur les marchés crypto-européens.

✦ France-Europe - Fiscalité crypto : Retours sur DAC8

Échange automatique des données fiscales étendu aux cryptos

La directive européenne DAC8 est entrée en vigueur le 1er janvier 2026, imposant aux plateformes de collecter et partager les données de transactions sur crypto-actifs pour l'administration fiscale de 48 pays dont la France.

Conséquences

Avec DAC 8, une plus grande transparence fiscale pour les détenteurs d'actifs numériques est attendue. Toute rémunération ou toute plus-value devra être documentée, ce qui a un impact direct sur les investisseurs particuliers et professionnels en matière de compliance fiscale.

✦ Royaume-Uni - Mise en place du régime crypto par la FCA

La FCA a publié de nouvelles pages explicatives sur son futur régime réglementaire pour les crypto-actifs, en lien avec les Cryptoassets Regulations 2025 qui soumettront de nombreuses activités crypto à l'autorisation de la FCA.

Un briefing de place précise que la FCA prévoit d'ouvrir le « cryptoasset gateway » pour les demandes d'agrément dès septembre 2026, avec des exigences détaillées d'admission, de disclosure (QCDD) et de market abuse pour les cryptoasset trading venues, ce qui impacte directement les échanges et les émetteurs ciblant des clients UK

Finance Générale

✦ Europe - Clarification des exigences de capital bancaire

L'Autorité bancaire européenne (EBA) a confirmé que les banques de l'UE ne peuvent pas appliquer un traitement de capital favorable aux sociétés de gestion d'actifs détenues via des filiales d'assurance, fermant ainsi une échappatoire réglementaire dans le cadre de la Capital Requirements Regulation (CRR).

L'objectif est de garantir la cohérence des exigences de capital et de réduire les tentatives d'arbitrage réglementaire.

Les implications pour les investisseurs sont la hausse potentielle des exigences de fonds propres pour certaines banques, susceptible d'influencer les ratios de rentabilité des établissements concernés.

✦ Suisse - Conflit entre banques et autorités

UBS a publiquement critiqué le gouvernement suisse au sujet de propositions de renforcement des exigences de capital, estimant qu'elles seraient excessives et pourraient nuire à la compétitivité internationale du secteur bancaire helvétique.

L'enjeu est l'équilibre entre la stabilité financière renforcée et le coût du capital pour les banques, un débat qui aura un impact sur les marchés financiers suisses et européens.

L'implication de ce sujet pour les investisseurs est de surveiller l'évolution de ce débat, car des exigences de capital plus strictes peuvent influencer les bénéfices bancaires et les valorisations boursières des banques.

✦ États-Unis - Proposition de plafonnement des taux d'intérêt au crédit (impact indirect)

Même si la proposition de cap à 10 % sur les taux d'intérêt des cartes de crédit est très controversée et susceptible de rencontrer des obstacles législatifs, elle a déclenché un fort repli des activités financières (banques et réseaux de paiement).

Ce type d'intervention, même s'il demeure théorique, illustre la sensibilité politique des prix du crédit. Il semble donc important de surveiller les tensions politiques susceptibles d'avoir des répercussions sur les marges bancaires et la rentabilité des services de crédit.

✦ **Marchés et politique monétaire: incertitudes persistantes**

La semaine a également été marquée par une hausse des rendements obligataires américains à un niveau non vu depuis 4 mois, reflétant l'incertitude quant à la trajectoire future de la politique monétaire de la Fed. Les marchés d'actions ont montré de la volatilité en réaction.

Il semble donc important de surveiller le positionnement sur les marchés obligataires, les actions financières et les stratégies multi-actifs, qui doivent tenir compte de ce contexte de taux d'intérêt incertains.

✦ **France - Régulation proactive: priorités des autorités françaises**

L'Autorité des marchés financiers (AMF) a dévoilé ses priorités pour 2026, visant à renforcer la sécurité, la profondeur et la résilience des marchés financiers européens tout en soutenant l'innovation. Un pilotage vers une Union de l'épargne et de l'investissement, ainsi qu'une adaptation des règles pour les émetteurs et gestionnaires d'actifs, semblent se profiler.

Pour les investisseurs, il s'agirait de plus de transparence et de focus sur la finance durable, la protection des investisseurs, et l'innovation sur les marchés réglementés.

✦ **Royaume-Uni - Nouvelles règles de marchés à venir**

La Financial Conduct Authority (FCA) a publié un bulletin confirmant la mise en place du nouveau régime des Public Offers and Admissions to Trading Regulations (POATRs) à compter du 19 janvier 2026, qui modernise les règles de marché relatives aux introductions en bourse et aux admissions aux cotations. Cela influence directement les émissions d'actions et l'accès aux marchés. Parmi les enjeux, on peut noter la volonté d'ajuster les attentes concernant les IPO européennes et le rôle des sponsors et teneurs de marché.

Contexte global et tendances à surveiller

La semaine écoulée semble confirmer une tendance de fond selon laquelle la régulation redevient un facteur macro-financier à part entière. Entre le durcissement prudentiel en Europe (via l'Autorité bancaire européenne), les débats sur la solidité et la rentabilité du secteur bancaire, et les tensions autour de l'indépendance de la politique monétaire aux États-Unis (Federal Reserve), les investisseurs évoluent dans un environnement où le risque réglementaire, politique et institutionnel influence directement les anticipations de taux, les valorisations bancaires et la volatilité des marchés. Dans ce contexte, la capacité des acteurs à anticiper

les orientations des superviseurs (AMF, banques centrales, autorités prudentielles) devient aussi stratégique que l'analyse des fondamentaux économiques.

Concernant les crypto-actifs, sur la semaine du 11 au 17 janvier, le financement VC crypto a atteint environ 513,4 millions de dollars pour 15 projets, dont deux tickets de 150 millions de dollars chacun pour Alpaca et LMAX Group, illustrant que le capital reste disponible, mais plus sélectif, dans un contexte de normalisation réglementaire.

N'investissez jamais plus que ce que vous êtes prêt à perdre. Les informations fournies ci-dessus ne constituent en aucun cas un conseil en investissement et ne sont fournies qu'à titre informatif et indicatif. Dans toute la mesure permise par la loi, Seqlense décline toute responsabilité quant à toute perte ou tout dommage découlant d'une utilisation quelconque du présent document ou de son contenu. Les informations sont fournies à titre d'information générale uniquement. Elles ne constituent pas un conseil juridique, financier ou professionnel.

Seqlense Newsletter - Decoding regulations for investors

19 January 2026



This week, the market reacted mainly to what **has yet to be decided**.

Legislative delays in the United States, persistent silence from certain players regarding MiCA in Europe, and the rise of tax obligations: taken individually, these factors may seem minor. Taken together, however, they send a weak signal that investors would be wrong to ignore.

This signal is neither a new rule nor a ban. It is the lasting establishment of regulatory uncertainty as a market factor. Where technology was advancing faster than the law, the trend is gradually reversing: it is now the choices (or non-choices) of regulators that influence liquidity, the structuring of players and access to products.

For retail investors, this means risk no longer centres on price volatility but extends to the **sustainability of platforms and business models**. For professional investors, compliance is becoming as important a selection criterion as performance or innovation.

The weak signal not to be missed this week is therefore simple: **regulation does not yet make the market, but it is beginning to decide who will be able to stay in it**. Anticipating these dynamics, rather than suffering them, is becoming a strategic advantage.

The week in review

Crypto

✦ United States - Historic crypto-asset bill

Federal bill proposed to clarify crypto-asset market rules

A bipartisan bill aimed at clarifying the regulation of crypto assets has been introduced in the US Senate. The aim is to determine whether tokens are financial securities or commodities, and to clarify the responsibilities between the SEC (Securities and Exchange Commission) and the CFTC (Commodity Futures Trading Commission). The CFTC is being offered supervision of spot crypto markets, a strong demand from the sector. This measure also includes rules relating to stablecoins and the limitation of certain remunerations, in particular interest.

Expected impact for investors

The main challenge for investors is to clarify the legal framework in order to reduce the current uncertainty, attract institutional investors and encourage the emergence of regulated products (ETFs, derivatives). The proposed approach could limit certain DeFi/stablecoin business models, potentially affecting the returns of centralised or decentralised platforms.

✦ United States - Delay of the CLARITY Act: Short-term effects on the market

Delay and opposition from Coinbase

Discussion of the CLARITY Act has been delayed by the Senate Banking Committee following public opposition from Coinbase's CEO regarding the bill's impact on DeFi, interest-bearing stablecoins, and tokenised assets. This political hesitation highlights the difficulty of finding a compromise between legal certainty and innovation.

Market reaction

Following the delay, the prices of certain crypto assets, such as Bitcoin and XRP, fell slightly, seemingly reflecting the legislative uncertainty.

Points to note

The main point of concern seems to be increased volatility during periods of regulatory uncertainty, hence the importance of monitoring political developments. A compromise could lead to a bullish rally, while prolonged failure could slow institutional flows.

✦ France - MiCA compliance on the horizon: AMF France update

MiCA licence deadline approaching

The Autorité des Marchés Financiers (AMF) recently reported that nearly a third of crypto-asset service providers operating in France have not yet declared their intentions as the deadline for obtaining MiCA approval (30 June 2026) approaches. The regulator appears to be exerting some pressure to avoid closures or orderly exits from the market.

Concrete issues

The main issues are the operational risks for non-compliant providers and the ban on operating in Europe after June 2026. For investors, the main issues concern the strengthening of legal certainty and a possible reduction in the number of unregulated players on European crypto markets.

✦ France-Europe - Crypto taxation: Feedback on DAC8

Automatic exchange of tax data extended to crypto

The European DAC8 directive came into force on 1 January 2026, requiring platforms to collect and share crypto-asset transaction data for the tax authorities of 48 countries, including France.

Consequences

With DAC 8, greater tax transparency is expected for digital asset holders. Any remuneration or capital gains will have to be documented, which has a direct impact on retail and professional investors in terms of tax compliance.

✦ United Kingdom - Implementation of the crypto regime by the FCA

The FCA has published new explanatory pages on its future regulatory regime for crypto-assets, in connection with the Cryptoassets Regulations 2025, which will subject many crypto activities to FCA authorisation.

A market briefing states that the FCA plans to open the 'cryptoasset gateway' for authorisation applications from September 2026, with detailed admission, disclosure (QCDD) and market abuse requirements for cryptoasset trading venues, which directly impact exchanges and issuers targeting UK customers.

General Finance

✦ Europe - Clarification of banking capital requirements

The European Banking Authority (EBA) has confirmed that EU banks cannot apply favourable capital treatment to asset management companies held through insurance subsidiaries, thereby closing a regulatory loophole under the Capital Requirements Regulation (CRR).

The aim is to ensure consistency in capital requirements and reduce attempts at regulatory arbitrage.

The implications for investors are potentially higher capital requirements for certain banks, which could affect the profitability ratios of the institutions concerned.

✦ Switzerland - Conflict between banks and authorities

UBS has publicly criticised the Swiss government over proposals to strengthen capital requirements, arguing that they would be excessive and could harm the international competitiveness of the Swiss banking sector.

The issue at stake is the balance between enhanced financial stability and the cost of capital for banks, a debate that will have an impact on Swiss and European financial markets.

The implication for investors is to monitor developments in this debate, as stricter capital requirements may affect bank profits and stock market valuations.

✦ United States - Proposal to cap credit interest rates (indirect impact)

Although the proposal to cap credit card interest rates at 10% is highly controversial and likely to face legislative obstacles, it has triggered a sharp decline in financial activities (banks and payment networks).

This type of intervention, even if it remains theoretical, illustrates the political sensitivity of credit prices.

It therefore seems important to monitor political tensions that could have implications for bank margins and the profitability of credit services.

✦ Markets and monetary policy: persistent uncertainty

The week was also marked by a rise in US bond yields to a level not seen in four months, reflecting uncertainty about the future trajectory of the Fed's monetary policy. Equity markets reacted with volatility.

It therefore seems important to monitor positioning in bond markets, financial equities and multi-asset strategies, which must take into account this context of uncertain interest rates.

✦ France - Proactive regulation: priorities for the French authorities

The Autorité des marchés financiers (AMF) has unveiled its priorities for 2026, which aim to strengthen the security, depth and resilience of European financial markets while supporting innovation.

A move towards a Savings and Investment Union, as well as an adaptation of the rules for issuers and asset managers, appear to be on the horizon.

For investors, this would mean greater transparency and a focus on sustainable finance, investor protection and innovation in regulated markets.

✦ United Kingdom - New market rules on the horizon

The Financial Conduct Authority (FCA) has published a bulletin confirming the implementation of the new Public Offers and Admissions to Trading Regulations (POATRs) from 19 January 2026, which modernises market rules relating to IPOs and admissions to listing.

This directly affects share issues and market access.

Among the issues at stake is the desire to adjust expectations regarding European IPOs and the role of sponsors and market makers.

Global context and trends to watch

The past week seems to confirm a fundamental trend whereby regulation is once again becoming a macro-financial factor in its own right. Between the tightening of prudential rules in Europe (via the European Banking Authority), debates on the strength and profitability of the banking sector, and tensions surrounding the independence of monetary policy in the United States (Federal Reserve), investors are operating in an environment where regulatory, political and institutional risk directly influences interest rate expectations, bank valuations and market volatility. In this context, the ability of market participants to anticipate the direction taken by supervisors (AMF, central banks, prudential authorities) is becoming as strategic as the analysis of economic fundamentals.

With regard to crypto-assets, in the week of 11 to 17 January, crypto VC funding reached approximately \$513.4 million for 15 projects, including two tickets of \$150 million each for Alpaca and LMAX Group, illustrating that capital remains available, but more selective, in a context of regulatory normalisation.



Newsletter Seqlense
Décrypter la réglementation pour les
investisseurs / Decoding regulations for
investors

Cécile Henry
Seqlense CEO

Never invest more than you are prepared to lose. The information provided above does not constitute investment advice and is provided for informational and indicative purposes only. To the fullest extent permitted by law, Seqlense disclaims all liability for any loss or damage arising from any use of this document or its contents. The information is provided for general information purposes only. It does not constitute legal, financial or professional advice.